

Économie

## Budget 2024 : pourra-t-on vraiment échapper à des hausses d'impôts ?

Le gouvernement promet de ne pas changer de cap et de poursuivre la baisse des prélèvements obligatoires pour les ménages. Une promesse bien audacieuse.

Par Philippine Robert

Publié le 25/09/2023 à 07h00

C'est une musique qui a commencé à se faire entendre à la fin du mois d'août. Dans la torpeur encore estivale, quelques notes ont suffi à réveiller les contribuables. Bercy va reporter certaines baisses d'impôts... et prépare des hausses pour boucler ce si **lélicat budget 2024**. Celui du monde d'après : « adieu » le quoi qu'il en coûte de la crise du Covid et les mesures dégainées pour contrer la flambée des prix de l'énergie, « bonjour » le retour à l'équilibre des **finances publiques**.

Un frémissement devenu un grondement, notamment chez les patrons, et qui a contraint l'exécutif à envoyer le ministre de l'Économie **Bruno Le Maire** en première ligne sur le front médiatique pour marteler un message : les prélèvements obligatoires n'augmenteront pas et continueront même de baisser. Dans le budget 2024 qui sera présenté ce mercredi 27 septembre par l'exécutif en conseil des ministres, il ne devrait en effet pas y avoir de baisse ou de hausse spectaculaire et le taux de prélèvements obligatoires devrait passer de 44 % du PIB cette année à 44,1 % l'année prochaine. Bref, se stabiliser.

Du côté des allègements, la **CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises)** va bien diminuer, mais sa suppression totale va être étalée sur plusieurs années. Le barème de l'impôt sur le revenu va également être revu en tenant compte de l'inflation, mais le geste de 2 milliards pour **les classes moyennes** est lui aussi reporté à des temps meilleurs. Du côté des hausses devraient figurer, entre autres, la suppression de l'avantage fiscal pour le gazole non routier et une taxation des concessionnaires autoroutiers.

Fin du débat ? Pas totalement. Le budget va devoir passer l'épreuve du feu du Parlement, et en particulier de l'Assemblée sans majorité. Des concessions pourraient-elles être faites pour emporter certaines voix ? Des idées ont en tout cas fusé. Les députés Marc Ferracci (Renaissance) et Jérôme Guedj (Parti socialiste) ont récemment pointé du doigt les exonérations de cotisations des entreprises pour les hauts salaires. Du côté du MoDem, certains souhaiteraient relever la « flat tax », qui s'applique aux revenus du capital. La taxation des **meublés touristiques** est également dans le viseur. Autre aléa à surveiller : la croissance. Avec une prévision de 1,4 % estimée par ses propres services, le gouvernement est plutôt optimiste et pourrait être contraint de revoir sa copie en cours

Mais le plus dur sera sans doute la suite du quinquennat. Avec un endettement qui a dépassé les 3 000 milliards d'euros, des taux d'intérêts qui ne cessent de grimper – et ce n'est pas fini : **la BCE** vient tout juste de remonter son taux directeur de 4 % – et ne cessent d'alourdir la charge de la dette (38,6 milliards de charge de la dette en 2022 à 74,4 milliards en 2023, et un retour des règles budgétaires européennes), l'état risque d'être de plus en plus serré.

---

**À lire aussi :** **P. Artus – Épargne : la guerre qui vient**

---

Pourtant, quand on regarde la prévision du gouvernement, tout devrait bien se passer. Le taux de prélèvement obligatoire devrait baisser à 44,4 % en 2027, et le déficit se résorber sous les 3 %. Par quel miracle ? Celui de la croissance. Grâce à ses réformes, le gouvernement espère plus d'activité, et donc plus de recettes et moins de dépenses. Un beau scénario qui pourrait cependant être compromis. « Leur prévision de croissance est très optimiste : elle suppose notamment un redressement de la productivité auquel je ne crois pas du tout », estime **Patrick Artus**, conseiller économique de Natixis et chroniqueur au *Point*. « Le gouvernement a intégré les effets de ses réformes, ce qui est tout à fait justifié, mais les a un peu surestimés », ajoute Olivier Redoules, directeur des études de Rexecode, un institut d'études économiques financé par des entreprises. Selon les calculs de ces deux économistes, le déficit serait plutôt de 4 ou 4,5 % en 2027.

### 33 milliards pour la transition écologique

« S'il veut atteindre son objectif, le gouvernement devra également maîtriser les dépenses à un niveau qui ne s'est jamais vu ces dernières années », observe Adrien Tenne, économiste chez BSI Economics. « Et il serait vraiment étonnant qu'il réussisse à la faire vu le contexte politique et social », ajoute François Ecalte, ancien magistrat à la Cour des comptes et président du site spécialisé dans la gestion des finances publiques Fipeco. Certaines dépenses devraient même s'envoler. Le **rapport Pisani-Ferry** prévoit ainsi une

hausse de 33 milliards de l'investissement public en faveur de la transition écologique d'ici 2030. Et difficile d'imaginer le gouvernement laisser le déficit dérapier... Les marchés et Bruxelles vont à nouveau veiller au grain.

Reste à savoir quels impôts pourraient venir combler ce trou alors que le gouvernement a répété comme un mantra qu'il baisserait les prélèvements obligatoires... « L'agenda du gouvernement est plutôt orienté à la hausse du soutien à la compétitivité des entreprises. Ce sont donc les particuliers qui risquent d'être mis à contribution, même si cela ne passera sans doute pas par l'impôt sur le revenu », analyse Adrien Tenne. « Il n'y aura pas de hausse de gros impôts, mais cela va passer par la chasse aux niches fiscales, ou par la création de nouvelles petites taxes de rendements limités, sur des secteurs particuliers, avec une légitimité environnementale », ajoute François Ecalte. Au risque de créer une nouvelle fronde de type Gilets jaunes ?